

Questions orales

Ce que nous avons ici, c'est non pas une politique d'argent serré qui restreint les emprunts mais, plutôt, une politique du coût élevé de l'argent qui alimente l'inflation. Cela étant, le premier ministre nous dira-t-il si son gouvernement compte modifier sa politique de manière à lui permettre d'affronter l'inflation carrément au lieu de forcer plus de Canadiens à payer davantage pour l'argent qu'ils empruntent?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, comme le ministre des Finances a eu l'occasion de l'expliquer à la Chambre plus d'une fois, bien des causes, bien des raisons expliquent notre politique de taux d'intérêt élevés. L'une des premières causes officiellement reconnues c'est le fait que le gouvernement américain pratique une politique monétaire très restrictive et une politique de taux d'intérêt très élevés. Le chef de l'opposition doit le savoir: le Canada a le choix entre primo, une dévalorisation draconienne du dollar canadien et un exode de capitaux outre-frontière à cause des taux d'intérêt très alléchants et, secundo, une politique de taux d'intérêt qui reflète en quelque sorte celle des États-Unis.

M. Clark: Madame le Président, au fond, le premier ministre admet que sa politique de taux d'intérêt élevés—et c'est bien la sienne car il ne peut l'imputer à d'autres pays—n'a pas réduit les emprunts ou l'inflation au Canada. Elle crée tout simplement de l'argent cher pour les Canadiens qui l'empruntent ici. Il sait probablement aussi qu'elle a des effets désastreux sur les Canadiens, surtout sur les propriétaires de petites entreprises et les agriculteurs. Le premier ministre doit savoir, et je . . .

[Français]

. . . je suis surpris que les députés du Québec restent silencieux et ne veulent pas obtenir les statistiques ici à la Chambre des communes. Mais le premier ministre doit savoir qu'au cours des trois derniers mois, il y a eu une augmentation de 20 p. 100 du nombre total des faillites au Canada. Et chez les agriculteurs canadiens il s'agissait d'une augmentation de 70 p. 100.

[Traduction]

Le premier ministre pratique une politique qui mène les Canadiens à la faillite. Il refuse d'intervenir pour leur éviter ce piège vers la ruine.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA
MODIFICATION DE LA POLITIQUE

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Madame le Président, je veux demander au premier ministre du Canada combien de Canadiens il a l'intention d'acculer à la faillite avant de changer une politique qui s'attaque au tissu social de notre pays et qui nuit à la création d'emplois d'un bout à l'autre du Canada.

[Français]

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le chef de l'opposition a vraisemblablement préparé

ses questions, et il tient à les poser sans écouter les réponses. Je lui ai expliqué ce qui a été dit plusieurs fois à la Chambre; il y a un phénomène international qui est visible à tous ceux qui veulent avoir des yeux pour voir, madame le Président. Les États-Unis ont une politique monétaire qui a entraîné des taux d'intérêt très élevés. Plusieurs pays en souffrent. Le ministre des Finances ici à la Chambre a regretté cette politique. Nous voyons la plupart des grands pays d'Europe exprimer le même souci, parce que eux comme nous ils ont le choix ou bien d'avoir des taux d'intérêt élevés avec les conséquences regrettables que nous constatons, ou bien de voir une chute de leurs devises, ce qui est vraiment très dangereux du point de vue inflationniste. Nous avons vu cela en Allemagne, nous le voyons actuellement en France où la dévaluation du franc par rapport au dollar américain est considérable, et nous le voyons également dans les autres principaux pays du monde. Le chef de l'opposition est très adroit pour poser des questions, je le reconnais. Mais il devrait un peu écouter les réponses avant de prononcer des discours qui ne tiennent pas à la théorie économique ainsi qu'à la réalité pratique.

LE RENVOI À UN COMITÉ PARLEMENTAIRE

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Madame le Président, comme toujours, le premier ministre peut chercher à blâmer les autres pour ses propres politiques, mais c'est son gouvernement qui est responsable des faillites au Canada, ainsi que du taux d'intérêt actuel au Canada, et non pas le président Reagan, ni les Français, ce n'est personne d'autre que le premier ministre du Canada.

● (1420)

[Traduction]

La politique libérale actuelle est impuissante à juguler l'inflation et à décourager les emprunts. Elle ne réussit qu'à acculer les agriculteurs canadiens et les entreprises canadiennes à la faillite. Voilà quels sont les effets de la politique du gouvernement libéral. Le gouvernement essaie souvent de jeter le blâme sur le gouverneur de la Banque du Canada. Le premier ministre se souviendra que dans une vie antérieure, il y a quelques années, l'actuel ministre de l'Industrie et du Commerce avait exprimé le vœu que le Parlement du Canada ait l'occasion d'étudier . . .

Des voix: Règlement.

M. Clark: . . . des mesures de lutte contre les taux d'intérêt élevés autres que les mesures appliquées par le gouvernement sur la recommandation du gouverneur de la Banque du Canada. Le premier ministre doit savoir que lorsque le ministre de l'Industrie et du Commerce avait formulé cette recommandation, le gouvernement avait institué une enquête parlementaire sur d'autres mesures propres à venir à bout des taux d'intérêt élevés et de l'inflation.